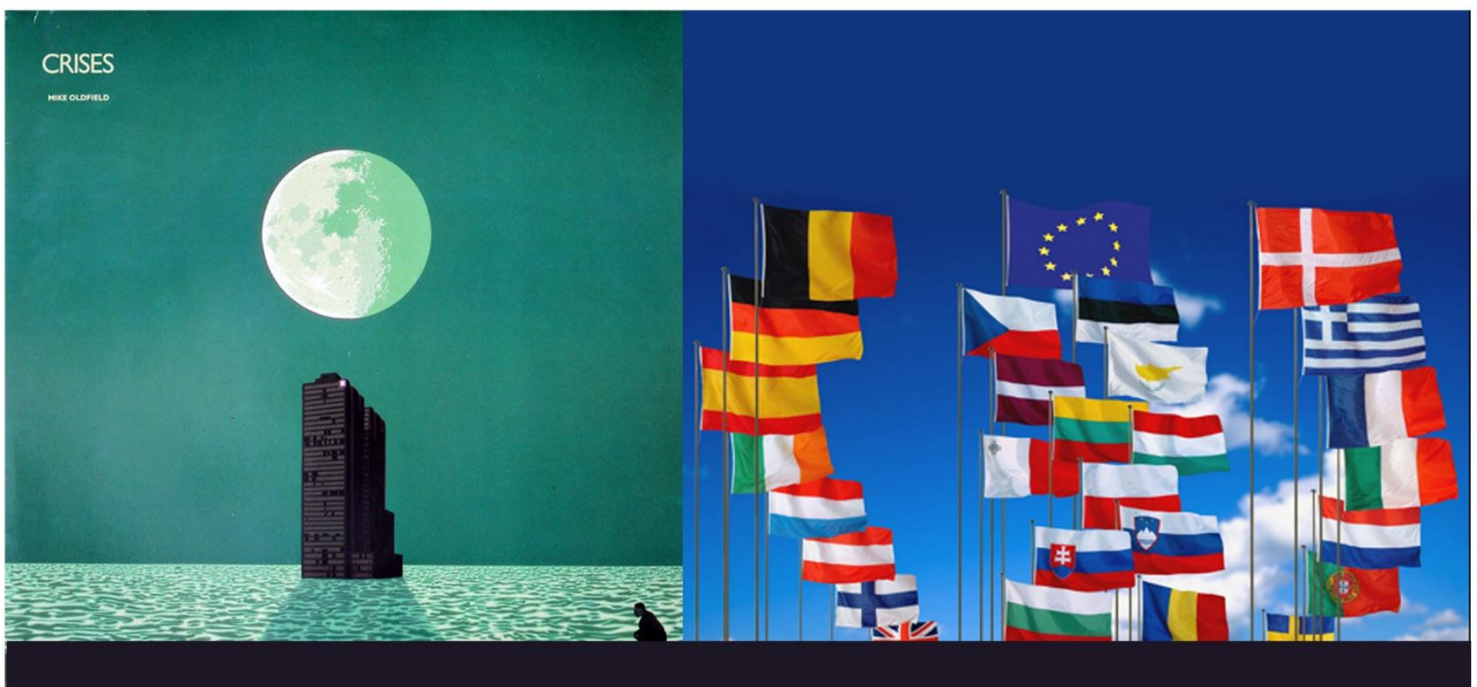


**POL 4185**

# **CRISES & RELATIONS INTERNATIONALES**

Par le Docteur Adrian Toumbi



[Atoumbi48@hotmail.fr](mailto:Atoumbi48@hotmail.fr)

## PLAN DU COURS

Introduction

CHAPITRE I: Qu'est-ce que qu'une crise internationale?

Section 1 : l'étymologie du mot crise

Section 2: l'évolution récente du concept de crise

Section 3 : définir la crise

Section 4: définition de synthèse

Section 5: crises, guerres et différends internationaux

Section 6: crises et guerres

CHAPITRE II: Le déroulement théorique d'une crise internationale

Section 1 : la pré-crise

Section 2: l'escalade

Section 3 : de la crise à la guerre

Section 4: de la crise à la paix; la détente

Section 5: l'impact de la crise

Section 6: les crises et les enseignements

CHAPITRE III : Les différents types de crises

Section 1 : origines et causes des crises

- a) la crise progressive
- b) les crises soudaines
- c) crises voulues et crises fortuites
  - rôle de la crise
- d) la crise induite
- e) la crise-engrenage
- f) la crise calculée
- g) la crise accidentelle

Section 2 : le déroulement des crises

Section 3 : les modalités et la prise de décision

Section 4 : le comportement des acteurs

Section 5 : la fin de la crise et ses résultats immédiats

- Le succès
- L'échec
- Résultat ambigu
- Résultat définitif
- Résultat critiqué

Etudes de cas

Conclusion : Quel avenir pour les crises ?

## **Introduction**

Le XX<sup>e</sup> siècle est sans égal. C'est le siècle des puissants empires et de leurs flamboyantes disparitions, des seules guerres mondiales de l'histoire, des plus stupéfiantes révolutions technologiques. Au nombre de ces dernières figurent l'in vraisemblable capacité des hommes à supprimer toute vie sur terre, mais aussi leur aptitude à communiquer en paroles comme en images, instantanément, d'un bout à l'autre de la planète, de part et d'autre d'un Equateur devenu vraiment cet < anneau trop étroit > . Alors il a fallu aux hommes sonder la terre sous la mer pour y ménager des tunnels, explorer les abîmes sidéraux pour mieux connaître les étoiles, conquérir l'espace pour s'observer plus commodément.

Ce siècle, au contraire des autres, a vu se multiplier le nombre d'Etats, de quatre à cinq dizaines de 1900 à 1945 jusqu'à 190 cinquante ans plus tard. Est-ce cette prolifération même qui a conduit les acteurs de la nouvelle société internationale à se structurer ? Le fait est qu'après un essai manqué de la Société

des nations, une Organisation des Nations Unies est née, vaste arène où se mêlent puissants et faibles, bourreaux victimes, riches et pauvres, sorte de gouvernement du monde, utopique à l'évidence, imparfait, cela va s'en dire, mais tellement indispensable qu'il a fallu l'inventer. Ces Etats se sont disputés, battus et combattus de mille façons. Que les guerres soient grandes ou petites, limitées ou de forte intensité, qu'elles soient dites religieuses, civiles, ethniques, raciales, tribales, interétatiques, coloniales, subversives, révolutionnaires, qu'elles aient eu pour objet la mort des tyrans et la liberté des hommes ou, plus prosaïquement, un accès à la mer, la possession de précieux gisements, des territoires pour s'agrandir, le siècle a tout connu et tout subi en matières de relations violentes entre hommes, entre groupes humains de toutes sortes, entre Etats.

Le siècle s'est même inventé des complications inédites. Non que ses prédécesseurs n'aient traversé eux aussi guerres, différends, périodes de grande tension, conflits armés ou non, mais le XX<sup>e</sup> siècle a cru utile ; le XIX<sup>e</sup> également, d'ajouter la crise internationale au nombre de ses tourments, voulant désigner par-là ces moments difficiles des relations interétatiques où le temps suspend son vol, où le destin balance, où les hommes s'interrogent, quand ils ne savent pas encore de quelle manière ils vont régler leurs querelles et qu'ils cheminent à pas comptés sur le périlleux sentier qui sépare la peur de l'espoir et la paix de la guerre.

Le mot « crise » a fait florès. Comme des patronymes tellement répandus finissent par symboliser le Français, l'Anglais ou le Camerounais moyens, ce mot, si fréquemment employé dans la langue de Molière comme dans celle de Shakespeare,, tend de plus en plus à qualifier n'importe quelle situation un peu désagréable susceptible d'être rencontrée. « C'est la crise ! ». L'expression est extraordinairement commune. Peu de gens éprouvent le besoin de définir le mot « crise » puisque tous croient savoir implicitement ce qu'il signifie. La crise, au fond, est comme la guerre, une notion universelle, même si elle est multiforme et recouvre des évènements forts dissemblables. Il y a quelques années, le sujet d'économie proposé aux candidats au diplôme de l'Institut d'Etudes politiques de Paris était remarquablement bref : « la crise ». Combien d'étudiants, à l'époque, ont-ils jugé bon d'expliquer ce terme, combien de correcteurs ont-ils exigé qu'il le soit ? Ces derniers temps, plusieurs ouvrages d'histoire immédiate ou de sciences politiques ont paru en France et au Canada dont le titre comportait le mot « crise ». Nulle part, sauf erreur, les auteurs n'ont jugé utile d'en préciser le sens. Il en est d'ailleurs de même du dernier Livre Blanc français sur la défense. L'ouvrage, pensé, mûri, lu et relu par des personnalités

éminentes, mentionne plus de 57 fois le mot « crise », employé au pluriel, généralement associé à celui de « conflits », sans jamais pour autant en exposer la signification, encore moins les modalités, les spécificités, les caractères ou les tendances. Or les crises sont des phénomènes précis, elles sont en principes brèves, potentiellement dangereuses mais aussi porteuses d'intéressantes perspectives et d'utiles opportunités ; elles supposent pour être résolues des décisions espérées judicieuses. Les crises s'affrontent d'ordinaire dans l'urgence et doivent être abordées avec d'autant plus de sang-froid que la tension est grande. Il serait fâcheux en l'occurrence d'oublier de quoi l'on parle, et d'abord au sein de ces multiples « cellules de crise » dont nulle organisation humaine, administration, entreprise, gouvernement, forces armées, ne saurait désormais se passer ;

Ce cours se veut une introduction au phénomène de la crise internationale. Un exposé initial regroupe diverses données théoriques utiles

## CHAPITRE 1 : Qu'est-ce qu'une crise internationale ?

Le mot « crise », à force d'être sur employé, mal ou pas défini, est devenu un cliché, une facilité, voire un abus de langage. Nombreux sont les responsables de ce fiasco linguistique et intellectuel : journalistes, les plus coupables car les plus exposés, qui n'ont pas su préserver le sens strict du mot, spécialistes en tout genre qui l'emploient sans discrimination et dans des contextes trop larges, historiens qui le manient sans précautions, ou à l'inverse, se gardent bien de l'employer. Aussi bien ce mot « crise » est-il dangereux ; corrompu et affaibli, il a perdu toute valeur en tant qu'instrument d'analyse. Et pourtant ! Même si son emploi inconsidéré est de nature à compromettre l'intelligence du moindre débat, il demeure l'un des plus fréquemment utilisé qui soit. Ses emplois sont en effet multiples. Il y a l'usage médical selon lequel la crise est un moment d'une maladie, caractérisé par un changement subit, pas toujours décisif mais souvent grave, intense ou douloureux, telle une crise de goutte ou une crise cardiaque. Il y a, par extension, l'usage émotif, qui assimile la crise à une manifestation soudaine et violente, comme les crises de nerf ou de colère. Enfin, inspiré des emplois précédents, il y a l'usage métaphorique, utile pour qualifier de très nombreux domaines, en particulier les phases les plus aiguës des relations internationales. Ainsi, appelle-t-on « crises » ces moments de tension entre Etats, comme cette période d'intenses activités diplomatiques de l'été 1914, dite crise de Sarajevo ou bien encore celle des missiles de Cuba en 1962.

Ce dernier usage du concept de crise ne résout pas le problème de sa définition. Le mot s'applique en effet trop facilement à n'importe quelle tension, n'importe quel désagrément politique, économique, financier, que celui-ci soit cataclysmique ou simplement problématique. Le terme s'emploie également pour décrire des changements ou des transformations intervenus sur de longues périodes. Ainsi l'utilise-t-on pour décrire des difficultés économiques persistantes, des civilisations en faillite ou une dégradation continue et inquiétante de l'environnement, aussi bien que des accidents du système

monétaire, une brusque multiplication des prix du pétrole, un effondrement des cours de la bourse. Tant d'incompréhensions et d'incertitudes, tant d'approximations et d'imprécisions incitent à approfondir la connaissance de ce phénomène.

### Section 1 : l'étymologie du mot crise

L'origine du mot crise remonte au grec antique. Pour les contemporains de Platon, le verbe « KRINEIN » signifie « JUGER », puis « Séparer » ou « Discriminer », et enfin « Décider ». Le mot latin « KRISIS » « Jugement » ou « Décision » se transforme avec le temps. Il devient « Crisin » au XIV<sup>e</sup> siècle, « Crisis au XVI<sup>e</sup> siècle, et plus tard « Crise »

L'essentiel peut-être de l'étymologie du mot réside dans la notion de décision. Au cœur de toute définition, de toute compréhension utile et rigoureuse du phénomène de la crise, figure cette obligation de décider ; sans décision à prendre, et donc sans jugement préalable, la crise n'existe pas.

### Section 2 : l'évolution récente du concept de crise

L'étude des crises internationales est un phénomène récent, vieux à peine d'un demi-siècle. Les premières synthèses datent du milieu des années 1970. L'Amérique, stimulée par la crise des missiles de Cuba, a ouvert la voie. Le crisis management, cette nouvelle discipline de l'étude des relations internationales, est issue des travaux effectués à cette époque. De ces premiers efforts d'analyse ressortent deux aspects remarquables : la crise dans les relations internationales est un phénomène singulier d'une importance exceptionnelle ; il y a absence totale de consensus sur ce qu'elle est exactement.

Semblable paradoxe peut s'expliquer de deux manières : en notant tout d'abord l'extrême complexité du phénomène, en observant ensuite le nombre considérable de crises survenues au XX<sup>e</sup> siècle ; selon les auteurs et les définitions adoptées, des plus restrictives aux plus larges, ce nombre varie de quelques centaines à plusieurs milliers.

### Section 3 : définir la crise

Nombreuses sont les définitions de la crise, les unes bien connues, d'autres plus confidentielles. Militaires et civils ont partout dans le monde, rivalisé d'inventions. Rappelons en quelques-unes.



Mentionnons d'abord celle, à la fois simple et d'une imperturbable logique du général Quesnot, chef d'état-major particulier de Mitterrand (1992-1995) ; < il y a crise quand se réunit au Quai d'Orsay la cellule du même nom >

Notons ensuite celle de Charles Hermann ; < une crise est une situation qui :

- a) menace des objectifs hautement prioritaires de l'unité décisionnaire ;
- b) réduit le temps de réponse disponible avant que la décision ne se transforme en action ;
- c) surprend les membres de l'unité décisionnaire par son occurrence

En 1974, le général Beaufre voyait dans la crise < un état de tension au cours de laquelle on risque au maximum une escalade vers un conflit armé et où l'on veut empêcher l'adversaire d'acquiescer un certain avantage politique ou militaire, cet avantage représente l'enjeu de la crise donc, pour le défenseur, le risque minimum >.

Le général Poirier définit plus simplement la crise comme étant < la détérioration brusque ou graduelle des facteurs d'équilibre assurant ordinairement les rapports de coexistence entre les Etats >.

Pour Philippe Moreau-Defarges, < la crise se définit comme un moment de tension mettant en jeu brutalement les intérêts fondamentaux de deux ou plusieurs Etats, à l'initiative de l'un ou de certains d'entre eux, puis donnant lieu après l'épreuve de force à un relâchement de la tension, et une forme d'accord, apparent ou réel, entre les partenaires-adversaires.>, ou bien observe encore Moreau-Defarges, < la crise consiste en la rupture d'un équilibre dynamique, équilibre qui résulte d'un rapport de force et d'une confrontation d'actions de natures diverses qui s'exercent selon les tendances générales de la politique des Etats >.

Par contre l'ancien de l'Institut britannique d'études stratégiques, Alastair Buchan, analyse la crise comme < la période d'un conflit entre deux ou plusieurs Etats qui intervient lorsqu'un parti a mis l'autre au défi sur un point précis ou définissable et lorsqu'il faut prendre une décision sur la réponse à donner à ce défi >.

Enfin, convient-il sans doute d'ajouter ce qu'écrivait Raymond Aron mais concerne d'abord et seulement les crises de la guerre froide, substitut commode à la guerre ; < lorsque la guerre est impensable, la crise est cette forme de violence retenue, d'affrontement inachevé, destinée à peser sur la

détermination de l'autre pour le contraindre à renoncer à ses propres intérêts légitimes, et obtenir de lui des concessions qui ne valent pas l'enjeu, et le risque de la guerre totale >.

Toutes ces définitions, et d'autres encore, plus longues et plus détaillées, tout comme les réflexions qui leur sont associées, comportent divers points intéressants éventuellement communs :

- rupture avec un statut quo et remise en cause d'un état d'équilibre ;
- perception de la crise par les acteurs, menaces, dangers, risques ;
- possibilité fréquente d'affrontements militaires ;
- aspect relatif et jamais absolu de la crise ;
- décisions importantes à prendre alors que nul n'a accès à l'ensemble des informations pourtant indispensables à toute prise correcte de décision et qu'il faut œuvrer dans une atmosphère marquée par l'inquiétude, le temps toujours très limité, une tension plus ou moins forte.

La crise constitue donc un phénomène aigu et non pas chronique où, par voie de conséquence, les dynamiques de la prise de décision sont anormales et extraordinaires. Elle n'est plus de nos jours forcément interétatique. Dans le monde de l'après-guerre froide, les Etats n'ont ni le monopole de la violence armée ni celui de la puissance économique et même militaire ; ils ne sont plus les seuls acteurs privilégiés du jeu international ; ils vont même, dans une certaine mesure, jusqu'à s'en désintéresser, préférant parfois confier le soin de régler leurs problèmes à des organisations internationales, devenues peu à peu et de facto, acteurs à part entière des crises et de leur règlement.

Dira-t-on alors que ceci n'est pas entièrement nouveau ? L'assassinat à Sarajevo de l'archiduc autrichien François-Ferdinand est le fait d'un exalté, un déséquilibré sans lien direct avec les services étatiques serbes. Il n'empêche ! La crise de l'été 1914 concerne uniquement des Etats-Nations et seulement eux. En cette fin de siècle, au contraire, les Etats semblent frappés d'une étrange paralysie tandis que surviennent çà et là, des crises provoquées, entretenues et gérées par des groupes humains de plus ou moins grande importance, voire par des individus, aux motivations diverses, éventuellement irrationnelles. L'affaire de l'Airbus d'Air France est là pour illustrer notre propos, cet avion d'Air France de la ligne Alger-Paris détourné en décembre 1994, constitue une crise où se trouvent impliqués, outre la France et l'Algérie, un acteur représenté par quatre individus. De plus, l'opération menée par ces quatre terroristes algériens,

apparemment spontanée, ne semble pas avoir été ordonnée par une organisation politico-religieuse supérieure dont l'ambition aurait été d'accéder au pouvoir d'Etat.

#### Section 4 : une définition de synthèse

La crise est un moment de rupture à l'intérieur d'un système organisé. Elle implique pour les décideurs qu'ils définissent une position en faveur soit de la conservation, soit de la transformation du système donné, dans la perspective de son retour à un équilibre. Appliquée au système international, la crise peut être de manière plus ou moins prévisible, le résultat d'une situation de tension, tout comme celui d'une intention délibérément offensive de l'un des acteurs. Dans tous les cas, la crise, parce qu'elle est porteuse de risques pour la sécurité nationale ou internationale, exige que soient rapidement prises des décisions appropriées et mis en œuvre les moyens adaptés pour la résoudre.

#### Section 5 : crises, guerres et différends internationaux

Différends, crises et guerres ponctuent ordinairement les relations internationales. L'absence de contentieux entre Etats est exceptionnelle. L'histoire donne peu d'exemples d'hommes, de sociétés ou d'Etats, vivant un certain temps aux côtés les uns des autres, qui n'aient tôt ou tard manifesté des divergences de vue et d'intérêt. Ces divergences, une fois devenues profondes, sont à l'origine des crises ; elles risquent, en s'accroissant, de se transformer en guerre. Mais comment distinguer la crise, des différends et des guerres ? à partir de quel seuil passe-t-on de l'une aux autres ? Quels sont les rapports entre eux ? Comment les distinguer ?

La crise et la guerre représentent deux sous-catégories d'un phénomène plus large, le différend international. Dans le cadre de ce différend, les relations entre Etats revêtent quatre formes distinctes ;

- A) Les différends internationaux sans crise ni guerre ;
- B) Les crises qui ne débouchent pas sur la guerre ;
- C) Les crises préludes à la guerre ;
- D) La guerre ou le conflit armé

Il s'agit pour ce qui concerne les différends internationaux (A), d'une situation de tension permanente ou de longue durée, instable par nature, susceptible d'exploser. Les Etats se menacent les uns les autres, de façon plus ou moins latente et ouverte. Ils manifestent leur volonté d'utiliser leurs divers moyens et

capacités afin d'atteindre leurs objectifs. Or, si la menace du recours à la force armée reste une éventualité, les relations entre deux Etats séparés par un différend demeurent, à ce moment précis de leurs relations, relativement normales et quasi pacifiques. La crise (B), qui peut avoir pour cause directe des événements divers (décisions, circonstances, accidents) définit une relation très spécifique entre Etats. Ceux-ci se trouvent alors confrontés brusquement à une situation en apparence difficilement supportable, non exempte de risques et de dangers. Des décisions doivent être prises sans délai, susceptibles d'entraîner à leur tour des réactions brutales et violentes de l'autre partie. Les crises (C) qui débouchent sur la guerre (D) sont relativement peu nombreuses. Au XX<sup>e</sup> siècle, la plupart des crises ont été maîtrisées, soit de manière non violente, soit par le biais d'un usage limité de la force. Une étude chiffrée portant sur 217 crises survenues entre 1929 et 1985 distingue ceci :

- 1- La crise qui ne débouche pas sur la guerre (65% des cas)
- 2- La crise suivie d'une guerre (12% des cas)
- 3- La crise qui survient pendant la guerre (23% des cas)

Une crise à issue heureuse peut donc régler des problèmes et faire disparaître ces tensions et différends qui avaient été à son origine. Mais il est également possible qu'on revienne à la situation de tension préliminaire à la crise, voire à une tension encore plus forte. La marche des événements, enfin, peut suivre un cours plus dramatique et la crise déboucher effectivement sur la guerre. C'est le cas au XX<sup>e</sup> siècle, à peu près une fois sur dix.

## Section 6 : Crise et guerre

La crise n'est pas la guerre, la guerre ou le conflit armé sont très souvent le produit d'une crise mal gérée. Certains chercheurs surtout américains croient devoir distinguer des crises à l'intérieur des guerres. Selon eux, des événements comme la bataille de Stalingrad ou le débarquement de Normandie constituent des crises pour l'Allemagne nazie, tandis que l'offensive initialement réussie du général Von Rundset dans les Ardennes en décembre 1944 serait caractéristique d'une crise chez les alliés. Pareille approche confond crise et situation de crise, c'est-à-dire une crise internationale caractérisée et des difficultés passagères, éventuellement dramatiques, survenues dans le cadre de la guerre.

Une guerre, toutefois, quant à elle, constitue souvent une crise pour un pays tiers, non impliqué directement ni immédiatement mais qui pourrait l'être à des titres divers lors d'un développement ultérieur du conflit considéré. Tout au long des années 1980 et 1990, les guerres civiles libanaise, cambodgienne,

somalienne, yougoslave, bien que ne concernant pas directement Paris, ont constitué autant de crises pour la France et quelques autres pays. La bataille de Diên Biên Phù illustre le caractère parfois dichotomique d'une crise. Pour la France, le siège du camp retranché par les forces du général Giap est un épisode majeur de la guerre d'Indochine. Le rapport des forces s'inverse. Les meilleures formations du corps expéditionnaire sont peu à peu englouties dans des combats pour la célèbre cuvette. Si ceux-ci se concluent, comme on peut le craindre, par une lourde défaite, toute la politique et les buts de la guerre de la France en Indochine devront être revus. C'est là un moment critique de la guerre ou une grave situation de crise, ce n'est pas, du moins à Paris, une crise internationale à proprement parler.

Les Etats-Unis, en revanche, sont placés devant un dilemme. Leur allié français est dans une situation difficile. Sa défaite militaire en sera une pour tout l'occident qui verra le communisme avancer ses pions. Faut-il aider la France et sauver la garnison comme le demandent instamment à Washington hommes d'Etat et chefs militaires ? La décision à prendre est urgente. Diên Biên Phù doit tomber d'un jour à l'autre, les américains hésitent, l'intervention, en effet, n'est pas dénuée de risques, et si la Chine entrait à son tour dans le conflit ? Washington redoute l'internationalisation fâcheuse d'une affaire, qui pour l'heure, ne concerne que seulement la France et le Viêt-Minh, même si ce dernier est discrètement soutenu par la Chine et l'Union Soviétique ? Le président Eisenhower consulte les britanniques, ceux-ci refusent de prendre part à une opération commune, Eisenhower renonce car les intérêts américains ne sont pas menacés. Pour les anglo-Saxons, Diên Biên Phù présente bien tous les ingrédients d'une crise : événement subit, rupture probable d'un équilibre précaire, décision urgente à prendre, risques évidents d'affrontements militaires.

## CHAPITRE 2 : Le déroulement théorique d'une crise internationale

Quatre phases structurent généralement une crise internationale

### Section 1 : la pré-crise

Elle est caractérisée par la montée des périls, une sorte de maladie du corps international qui se manifeste par divers symptômes et donne à penser que la crise est possible. Les rapports internationaux s'aigrissent, des déclarations désagréables se multiplient, les incidents, parfois armés, sont signalés çà et là. Les militaires gesticulent et organisent des manœuvres. Des Etats connaissent

des divergences ; divers antagonismes, d'ordre idéologique, religieux, territorial, les opposent. Il arrive que soient prises des mesures de boycott et d'embargo.

Cette situation, même si elle est peu enviable, n'est pas encore celle de la crise. Le dialogue hostile, la partie d'échecs ou celle de bras de fer ne sont pas encore engagés, une éventuelle riposte n'est pas envisagée. Les rapports entre acteurs ne sont pas marqués par l'urgence ; il est encore possible de donner du temps au temps. Pendant cette phase initiale, les hommes de gouvernement demeurent disponibles pour la réflexion et les consultations. Ils peuvent se renseigner, s'informer, s'interroger dans une paix relative. Lors de cette période précédant la rupture, quelles que puissent être les divergences et les tensions, la guerre n'est pas envisagée et encore moins redoutée. Les Etats, et les hommes qui les représentent, du moins ceux qui n'ont pas d'intentions résolument hostiles ou agressives, comptent bien aboutir au règlement des différends par les voies diplomatiques normales et privilégier l'emploi de moyens pacifiques pour en revenir à une situation plus paisible.

La pré-crise voit l'interaction conflictuelle, à bas niveau, de deux ou plusieurs acteurs. C'est une période de tension anormale, mais limitée. C'est aussi une phase dangereuse, faute d'être maîtrisée, contrôlée et réglée, elle peut dégénérer brusquement à l'occasion d'un évènement propre à échauffer les esprits. Ce sera alors la rupture, justement redoutée, car elle est susceptible de tout balayer, à commencer par les bonnes intentions. Cette rupture intervient de trois manières possibles :

- Une action hostile telle la prise d'un gage territorial par un Etat au détriment d'un voisin,
- Un évènement déstabilisateur comme l'assassinat d'un chef d'Etat,
- Un changement de l'environnement international comme une déclaration unilatérale d'annexion.

L'incident catalyseur est interne ou externe au pays considéré.

## Section 2 : L'escalade

L'équilibre jusqu'alors observé du système international, ou d'un sous-système régional, paraît grandement compromis. Le risque de guerre s'accroît sensiblement. Les évènements qui se succèdent vont tous dans le sens d'une aggravation de la situation ; déclaration d'hommes d'Etat, déchaînements médiatiques, manifestations nationalistes, démonstrations militaires, ou plus

simplement ultimatum devant un acte jugé inadmissible. Ces comportements observables chez un Etat A, induisent chez son adversaire B, des attitudes semblables, voire encore plus violents et plus déterminées. Ce moment où la tension est à son comble est infiniment dangereux. Les facteurs passionnels, psychologiques ou irrationnels risquent d'influencer sur les décisions des dirigeants. L'angoisse, la nervosité, l'énerverment succèdent à la réflexion dans le calme. La surexcitation fait son apparition. L'opinion publique, manipulée ou réagissant de manière spontanée aux événements, joue un rôle singulier, tour à tour favorable ou hostile à l'apaisement.

### Section 3 : De la crise à la guerre

La crise est désormais proche de la guerre, le passage de l'une à l'autre étant à la fois facile et redouté. Les facteurs plus ou moins propres à transformer la crise en guerre doivent être recherchés parmi les caractéristiques du système international considéré, chez les Etats acteurs et dans la nature de crise elle-même. Un système international où existent entre Etats des différends très anciens et très profonds, où subsistent des souvenirs de conflits passés, est évidemment particulièrement propice au passage de la crise à la guerre. Quelles que soient les causes spécifiques et immédiates de la crise qui commence, celle-ci se trouve inévitablement liée à ces disputes anciennes mais toujours très présentes dans les mémoires collectives. Les enjeux d'une crise soudaine même s'ils sont minimes ou secondaires, se retrouvent et se rejoignent avec ceux, plus importants parce que plus profonds, d'un conflit passé. L'usage jadis de la violence constitue un précédent redoutable. S'attendre à des affrontements renforce et favorise l'emploi des armes conçu comme une issue normale et habituelle à la crise. Celles survenues dans le cadre d'un différend ancien qui n'a cessé de se manifester, où l'usage de la violence a souvent été la règle, ont une forte probabilité de dégénérer en guerre.

Le passage de la crise à la guerre chez les Etats-acteurs est de surcroît facilité dans quatre situations ;

- a) Quand existe un large déséquilibre des rapports de forces, de nature à réduire le coût d'une guerre et l'incertitude quant à son dénouement. L'Etat le plus puissant est naturellement incité à ne pas redouter l'escalade ni même la guerre.
- b) Quand l'instabilité interne au sein d'un ou de plusieurs Etats est de nature à pousser à la guerre. Soucieux de surmonter leurs problèmes et d'alléger

les tensions intérieures, les dirigeants d'Etats instables peuvent trouver avantageux d'orienter l'attention de leurs populations vers un péril extérieur et cet étranger dont viendrait tout le mal. C'est une tendance ordinaire pour un gouvernement autocratique en fâcheuse posture que de ne pas craindre un risque de nature militaire, voire de recourir à la violence. Mais, d'un autre côté, cette faiblesse intérieure des Etats instables les rend aussi plus vulnérables ; d'autres Etats peuvent vouloir profiter de leur faiblesse et ne pas redouter l'escalade. Deux Etats instables, en situation de crise l'un par rapport à l'autre, sont naturellement portés à se faire la guerre.

c) Quand un Etat se voit assailli ou menacé dans ce qu'il juge essentiel pour son existence ou sa survie. Plus un Etat estime fondamentaux les intérêts ou les valeurs mis en cause par la crise (intégrité territoriale, sécurité nationale, existence même du pays...) plus cet Etat est tenté de prendre des risques susceptibles de conduire à la guerre.

d) Quand la géographie joue son rôle dans cette dynamique. La proximité territoriale peut accentuer l'inquiétude des décideurs face au caractère imminent de la menace, au moment où le temps disponible pour réagir s'amenuise à l'extrême et où s'accroît le risque d'un engagement des hostilités. Plus les acteurs de la crise sont proches physiquement les uns des autres, plus leurs armées séparées par des courtes distances sont prêtes à en découdre, plus la crise est instable et son issue périlleuse.

Enfin, le type de crise considéré n'est pas sans conséquences sur le risque de guerre. Si un Etat provoque une crise en usant de la violence, il est probable que la victime de cette agression sera tentée de répliquer de la même manière, voire en se montrant encore plus violente. Là est la nature de l'escalade. Chaque étape est plus grave et plus lourde de conséquences que la précédente. On se situe dans un engrenage et la guerre n'est pas loin. La connaissance de ces facteurs aggravants peut contribuer à sensibiliser les hommes d'Etat aux risques de dégénérescence d'une crise, afin qu'une escalade incontrôlée ne conduise pas à un conflit armé. Maîtriser ce type de différend, c'est empêcher l'escalade, c'est agir de manière à garder le contrôle de la situation afin, au bout du compte, de passer de la crise à la détente sans avoir fait la guerre.

#### Section 4 : De la crise à la paix, la détente

La détente est la troisième phase d'autant plus fréquente que la plupart des crises ne débouchent pas sur une guerre. L'intensité des rapports



conflictuels entre Etats décroît sensiblement. D'ajustements en concessions, un accord au moins temporaire est finalement obtenu. Normalement, les Etats en crise s'efforcent de parvenir à un arrangement grâce auquel, progressivement, un nouvel équilibre se met en place. Cette période, d'une durée variable, voit les risques d'affrontement armé diminuer très nettement. Place est faite à la normalisation et à la détente. Les décideurs voient décliner leur perception du danger. Au reste, les intérêts fondamentaux de l'Etat ne semblent plus menacés de manière critique. Le temps presse moins qu'avant, la guerre redevient improbable. Le calme s'établit peu à peu sans qu'on puisse pour autant connaître d'emblée la durée de cette phase de détente qui peut être très courte...ou plus longue. Les causes favorables à la détente sont à peu près inverses de celles qui exacerbent la crise pendant l'escalade : le différend est récent et peu d'Etats y sont impliqués ; ces Etats, aux forces comparables, dont les régimes sont plutôt d'essence démocratique, ont coutume de privilégier les moyens non violents pour maîtriser les crises.

#### Section 5 : L'impact de la crise

L'impact d'une crise est la trace laissée par celle-ci, ses répercussions et ses conséquences quand l'affaire proprement dite est terminée. Les rapports entre protagonistes, quoique modifiés, reprennent, et les dirigeants constatent le retour à une situation de non crise. La perception d'un danger, le temps disponible pour prendre des décisions, les risques de guerre retrouvent un niveau raisonnable.

Chaque crise, pourtant, transforme les rapports entre les Etats et conduit à l'avènement d'un nouvel équilibre à l'intérieur du système international considéré. Plus ce genre d'affaire se termine de manière harmonieuse par un accord formel accompagné d'un sentiment partagé de réussite, plus il fonde pour l'avenir des relations bilatérales stables et détendues.

En revanche, une crise qui se conclut par le succès de l'un et l'échec de l'autre, se dénoue dans un compromis ambigu ou aboutit à une impasse, risque d'apporter un surcroît de tension et d'instabilité. Seule une satisfaction mutuelle dans la maîtrise de la crise annonce, pour l'après-crise, des relations entre Etats plus stables, plus confiants et plus durables. L'issue de la crise n'est pas seule à influencer sur son impact. L'entente plus ou moins positive des adversaires après une crise repose également sur les caractéristiques de la crise elle-même et sur les attitudes et les comportements qui ont été ceux des participants. Les crises ayant un

impact déstabilisant sont celles auxquelles ont pris part plusieurs protagonistes, parfois très différents les uns des autres, où se sont entremêlées de nombreuses revendications et de multiples disputes, qui ont été gérées par des moyens violents et des actions de force, qui ont duré longtemps et qui sont survenues dans des zones géographiques particulièrement sensibles ou contestées.

## Section 6 : Crises et enseignements

L'idéogramme chinois qui représente la notion de crise met l'accent sur deux idées : le danger et l'opportunité, le premier pour l'éviter, la seconde pour être saisie. L'ambivalence de cette démarche, reflet d'une approche générale du monde propre aux civilisations orientales, ne se retrouve pas dans le mot crise. En Occident, ce concept est d'abord strictement négatif, offrant seulement des images de rupture, de danger, de panique.

Or, la crise, aux côtés d'autres voies comme la négociation, l'intégration économique et politique, la création d'organisations internationales, ou bien la guerre, est un mécanisme utile pour qu'évolue le système international. Toutefois, son caractère tumultueux et paroxystique en fait un outil difficile à manier, mal adapté sans doute à une évolution paisible des relations interétatiques. Et c'est précisément parce que le moment précis où survient la crise est d'ordinaire imprévisible que les hommes d'Etat répugnent à son usage. Elle s'avère pourtant un puissant catalyseur de la définition, de l'établissement ou de la transformation des rapports de puissance entre les Etats. Pour cette raison, la crise constitue un moyen privilégié d'amélioration du système international ; elle est donc loin d'être inutile.

Ainsi le blocus de Berlin, en 1948, a-t-il révélé aux Américains et aux européens de l'Ouest combien les intentions de l'Union soviétique étaient agressives. De cette prise de conscience datent la création de la République fédérale d'Allemagne (RFA), la création de l'OTAN. Ces transformations très profondes du système international ont apporté à l'Europe quarante années de sécurité, de prospérité et de stabilité. De la même manière, la crise des fusées de Cuba, en révélant les risques de guerre nucléaire entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, a grandement contribué à stabiliser et à discipliner les rapports Est-Ouest. Désormais, la coexistence pacifique et la détente constitueraient les règles du jeu entre les deux Grands tandis qu'une possibilité permanente de communication et de dialogue mettrait fin à certaines incertitudes. Comment ne pas

évoquer aussi la crise de Fachoda en 1898 ? Elle a constitué un moment crucial des rivalités coloniales entre la France et la Grande-Bretagne. Grâce à cette crise, le gouvernement français a mieux distingué ses véritables intérêts nationaux, pavant la voie à l'entente cordiale de 1904. La crise possède des vertus pédagogiques évidentes puisqu'elle permet d'apprendre beaucoup sur soi-même et sur les autres, puisqu'elle suggère des modes d'ajustements appropriés des rapports internationaux, puisqu'elle enseigne à l'occasion les moyens d'éviter les affrontements armés.

La crise peut ainsi fortifier les hommes d'Etats dans leur refus salutaire à la guerre, les amener à porter une attention plus soutenue aux conséquences de leurs actes et de leurs décisions, les inciter à gouverner avec davantage de prudence et de circonspection. Elle contribue également, non sans paradoxe, à accroître la confiance entre adversaires et donc à stabiliser leurs rapports. L'expérience partagée d'un différend international et la manifestation de la part des protagonistes, pendant la crise, d'une réelle sagesse favorisent, après son dénouement, une compréhension et un respect mutuels améliorés. De l'affaire de Fachoda aux querelles Est-Ouest des années 1960 et 1970, sans oublier les guerres israélo-arabes, la liste est longue et les exemples sont forts nombreux de ces crises aboutissant in fine à renforcer la stabilité et la confiance entre les divers adversaires.

Hors ses effets psychologiques, la crise aide aussi à remettre en cause des situations ou des relations existantes. L'insurrection hongroise de 1956, le printemps de Prague en 1968, la proclamation, en décembre 1981 de l'état de guerre en Pologne, ont tout à la fois servi à préciser les rapports de force à l'intérieur du Pacte de Varsovie et remis en question les relations d'autorité entre le centre et sa périphérie. Ces événements ont tous influé sur les relations Est-Ouest existantes, à l'instar également de l'intervention soviétique en Afghanistan ; ils ont contribué à une remise en question très profonde des bases de l'Empire soviétique. L'implosion de l'URSS en 1989 et la dissolution de son domaine sont une conséquence quasi directe d'un certain nombre de crises bien ou mal gérées, certes, maîtrisées tant bien que mal, sans doute, mais à coup sûr, instructives.

La crise n'est jamais neutre ; l'homme d'Etat raisonnable la trouve plus dangereuse qu'opportune ; sa maîtrise est difficile, ses conséquences sont rarement celles escomptées ; elle est donc toujours loin de constituer un outil efficace et privilégié des relations internationales perfectionnées. Ceci est peut-être dommage.

## CHAPITRE 3 : Les différents types de crises

Les typologies possibles des crises sont multiples. Certains chercheurs les classent à raison de leur intensité ou de leur issue, pacifique ou bien guerrière, selon qu'elles sont mondiales, régionales ou seulement bilatérales, d'autres les ordonnent chronologiquement, d'autres encore sont tentés de les répartir, dans le temps et l'espace, à la fois géographiquement et par rapport à cette période extraordinaire du siècle qu'est la guerre froide. Ainsi pourrait-on de cette manière distinguer trois types de crises au XX<sup>e</sup> siècle.

- Les crises de périphérie au début du siècle, ainsi nommées car elles affectent les intérêts périphériques de plusieurs puissances qui ne voient pas de raison fondamentale pour monter aux extrêmes, c'est-à-dire jusqu'à l'affrontement des volontés et des armées, dès lors que leurs intérêts vitaux ne sont pas en jeu ;
- - Les crises de centre de la guerre froide. Ces crises à répétition se situent au cœur du système international, plus précisément à Berlin. Là se déroulent les crises majeures, même si parfois le faisceau se déplace de plusieurs centaines de kilomètres, plus au Nord ou plus au Sud, à Budapest, à Prague, en méditerranée ;
- Les crises postérieures à 1990 qui ne devraient plus être des crises de centre faute de rivalité entre Supergrands. La Somalie, le Cambodge, le Rwanda sont manifestement des crises périphériques tandis que les crises de l'ex-Yougoslavie ou celle, potentielle, de la Corée du Nord concerne des problèmes centraux de l'organisation ou de l'inorganisation actuelle du monde. Mais, il est une différence substantielle avec le temps de la guerre froide : les crises tendent désormais à se résoudre non plus dans l'affrontement de blocs antagonistes aujourd'hui disparus mais dans la coopération de leurs successeurs.

-

### Section 1 : les origines des crises

La classification des crises à raison de leurs causes et de leurs origines est relativement simple. D'un côté, les changements observés sont soudains ou au contraire progressifs, de l'autre, ils sont fortuits ou, à l'inverse, voulus.

#### a) Les crises progressives

La crise couve un certain temps, de façon graduelle ; elle se déclenche au point culminant d'un lent processus d'engrenage et d'escalade de la tension entre deux adversaires, à l'instar, par exemple, de cette montée des périls, six mois durant, qui précède la guerre. Cependant la durée d'incubation des crises est à l'occasion beaucoup plus longue. L'exploitation progressive de ressources naturelles, de nouvelles technologies peu à peu mises en œuvre, des populations en accroissement ou qui migrent, autant de manifestations ou de phénomènes susceptibles d'exercer graduellement une pression sur un système international ou un Etat donnés, jusqu'à devenir intolérable. Au nombre des crises possibles de cette fin de siècle, figurent le cas de la Corée du Nord et celui de l'Iran. Que ces pays se dotent d'un armement atomique et la communauté internationale s'en inquiètera fort. L'immigration juive en Palestine pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, plus ou moins directement à l'origine des divers crises du Moyen-Orient depuis 1947, date de la création de l'Etat d'Israël, montre éloquemment le rôle possible des migrations internationales dans le déclenchement des crises. De même, des désastres naturels, comme les années successives de grandes sécheresses en Afrique, déclenchant en Somalie, Ethiopie et Erythrée famine et guerre civile, ont été à l'origine d'une crise évolutive et graduelle.

#### b) Les crises soudaines

Plus habituelles, plus fréquentes aussi, sont les crises soudaines, déclenchées par des événements difficilement prévisibles, plutôt ponctuelles et de très courte durée, il peut ainsi survenir un moment dramatique dans les relations entre deux Etats, lorsqu'un incident singulier vient rompre la stabilité et l'équilibre plus ou moins nets qui prévalaient entre eux.

Il est difficile, par nature, de se prémunir contre une crise soudaine tant elle se caractérise par une surprise quasi-totale. Tout au plus, l'homme d'Etat peut-il tenter de se préparer, intellectuellement et matériellement, pour semblable épreuve. La révolte des Boxers en 1900, la prise d'otages américains à Téhéran en 1979, la guerre somalo-éthiopienne de 1977, l'attentat de Berlin en 1986, les massacres interethniques au Rwanda en 1990, constituent autant d'exemples d'évènements survenus brusquement et générateurs de crises.

#### c) Les crises voulues ou crises fortuites

Distinguer entre crises fortuites et crises souhaitées ou voulues est un peu fonction du champ dans lequel l'observateur se situe.

Le déclenchement d'une crise est parfois le résultat d'une politique délibérée. Un Etat espère ainsi arracher à un autre Etat des avantages ou des bénéfices, afin d'améliorer sa propre position, sa situation ou sa sécurité. Pour l'un des Etats, la crise est voulue, pour l'autre, elle est fortuite. Lorsque, Hitler, en 1936, remilitarise la Rhénanie ou qu'il exige en 1938, que soit démembrée la Tchécoslovaquie, le chancelier du Reich sait qu'il va contraindre ses adversaires à réagir, créer une tension, provoquer, à coup sûr, une crise internationale grave dont il entend bien sortir vainqueur. La situation est un peu la même, toutes choses égales par ailleurs, quand le colonel Nasser nationalise le canal de Suez en 1956, ou quand les Serbes de Bosnie investissent la ville de Srebrenica en juillet 1995 pour chasser les musulmans.

Bien entendu, les conséquences d'une crise engagée délibérément ne sont pas nécessairement celles qui étaient attendues et les résultats escomptés ne sont jamais garantis. Les conditions dans lesquelles la crise se déroule (ambiance de rupture, période de tension, risques d'affrontements militaires, décisions prises à la hâte alors que l'on ne dispose pas de toutes les informations nécessaires), font de ce procédé un outil à la qualité trop inégale pour qui entend changer un monde complexe et toujours en mouvement.

Et pourtant ce monde est allé en ce siècle de crises en crises ; il est peu de changements qui ne leur soient imputables. Savoir ce que furent les crises passées et comment elles furent maîtrisées semble un utile préalable à une saine et bonne direction des Etats.

## Section 2 : Le rôle de la crise

Dans cette perspective, il faut regrouper les crises tout en les distinguant les unes des autres selon la place qu'elles ont tenue dans l'évolution internationale ou selon le rôle que les hommes, en fonction des buts politiques recherchés, leur ont attribué. Ainsi trouve-t-on les crises dites induites, les crises engrenage, les crises calculées et les crises accidentelles.

### a) La crise induite

Une crise induite est voulue; c'est en général une crise soudaine. Elle est déclenchée par un Etat cherchant à provoquer un conflit armé. L'Etat agresseur se cherche un prétexte, se ménage un *causus belli* pour entrer en guerre. Ce faisant, cet Etat fait en sorte que son vis-à-vis, à priori innocent,

apparaisse comme le responsable de la crise et donc de la guerre qui va suivre. Il actionne tous les moyens et toutes les ruses, tous les procédés diplomatiques et politiques imaginables, afin d'isoler son adversaire tout en s'assurant l'appui de son opinion publique et le soutien le plus effectif possible de la communauté internationale.

La crise de juillet 1914 constitue un exemple parfait de la crise induite. L'ultimatum autrichien du 23 juillet, adressé à la Serbie, est conçu pour être rejeté. De ce rejet, l'Autriche attend le prétexte qui justifiera son entrée en guerre contre la Serbie. Les Habsbourg, par le biais d'une guerre espérée limitée, entendent briser les mouvements séparatistes des nationalités slaves susceptibles de faire éclater l'Empire. Pour l'Autriche, le déclenchement et la conduite de la crise, dont l'occasion lui est fortuitement fournie par l'assassinat de son archiduc, sont des étapes politiques conçues pour mener à une guerre austro-serbe que Vienne espère gagner aisément.

Diverses crises induites surviennent lorsqu'Hitler cherche à étendre le domaine allemand en employant la force tout en s'efforçant de rejeter sur les Etats voisins la responsabilité des affrontements. Les démocraties, en pratiquant une politique d'apaisement, n'ont pas permis à Hitler de mener jusqu'à leur terme les crises qu'il avait provoquées. Seule la dernière du genre, celle initiée en 1939 à l'encontre de la Pologne, débouche, comme prévu, sur une guerre, elle aussi espérée limitée.

La crise induite est donc singulière. L'Etat qui la déclenche n'est à la recherche, ni d'un accord, ni d'un compromis, mais uniquement d'une victoire absolue; il court délibérément le risque d'une guerre, prenant seulement le soin de trouver, ou de créer, un prétexte pour la justifier, comme une sorte d'hommage du vice à la vertu. Dans les crises ordinaires, la décision de recourir éventuellement à la force survient lors de la crise ; dans le cas d'une crise induite, cette décision est prise dès avant son déclenchement. Ainsi Saddam Hussein prend-il d'emblée le risque, le 1er août 1990, d'envahir son voisin koweïtien.

#### b) La crise-engrenage

La crise-engrenage trouve elle aussi son origine dans la volonté d'un Etat de transformer le statu quo international, mais elle se situe dans d'autres circonstances et poursuit d'autres objectifs.

Tel est le cas d'un conflit entre deux Etats qui s'étend à d'autres Etats, sans que ces derniers l'aient voulu mais parce qu'ils se sont sentis progressivement menacés ou impliqués. Ces crises secondaires, issues de confrontations déjà en cours, conduisent éventuellement à leur tour à des différends intenses; les

pays entraînés de la sorte finissent par se sentir menacés dans leur existence même. Certes, les Etats pris dans la crise-engrenage cherchent désespérément à trouver un accord diplomatique qui leur permettrait d'éviter les hostilités. Mais, il apparaît souvent très vite que les intérêts nationaux des uns et des autres ne sont pas conciliables.

Insoluble en raison de la profondeur des différends, imposée par les circonstances, la crise-engrenage conduit aisément à la guerre; les évènements qui mènent au premier conflit mondial en offrent plusieurs exemples. La Belgique neutre se trouve entraînée dans une crise-engrenage avec l'Allemagne impériale non pas tant en raison de différends bilatéraux, mais parce qu'elle est géographiquement située entre la France et l'Allemagne, deux des principaux protagonistes de la crise mère européenne. Les Etats-Unis sont également conduits à la guerre sans l'avoir voulu. Les sous-marins allemands, en torpillant les navires britanniques, prennent le risque de nuire aux intérêts des Etats-Unis tout en provoquant de surcroît la perte de vies américaines. Une grave crise des relations germano-américaines s'ensuit. En 1917, les Etats-Unis entrent dans la guerre, à l'instar de l'Allemagne, mais sans l'avoir le moins du monde souhaité. En 1939, quand commence le second conflit mondial, la Finlande se trouve dans une position semblable à celle de la Belgique en 1914, mais vis-à-vis cette fois de l'Union soviétique. Depuis le début des années 1990, la France, l'Angleterre, d'autres pays d'Europe, les Etats-Unis se trouvent entraînés malgré eux dans les crises yougoslave et bosniaque, sous la pression simultanée de leurs opinions publiques et de leur conscience morale et politique. C'est également la situation de la France lors des crises sénégal-mauritanienne, cambodgienne, somalienne, rwandaise, etc.

### c) La crise calculée

La crise calculée est des plus fréquentes. C'est évidemment une crise voulue, censée offrir aux hommes d'Etat une occasion de modifier heureusement les rapports de force et l'équilibre international. La crise est provoquée afin de transformer un statu quo jugé non satisfaisant. Elle peut servir, par exemple, à introduire de nouvelles données dans des négociations en cours ou à débloquer celles qui se trouvent dans l'impasse. Parfois utilisée pour surmonter, chez soi, les faiblesses de son propre système politique (comme la révolution culturelle déclenchée en Chine par Mao Tsé-toung), la crise calculée est également utile pour tirer profit de la vulnérabilité supposée de dirigeants adversaires ou rivaux. Elle permet à l'agresseur de transformer



brusquement le système international ; on désire obtenir d'un autre Etat des avantages divers mais importants, tels des portions de territoire, des ressources stratégiques, des avantages économiques mais aussi des marques de prestige, ou même, en raison de succès extérieurs signalés, une reconnaissance internationale. Dans le cas d'une crise calculée, l'Etat agresseur lance sciemment un défi à un autre Etat par le biais de pressions diverses ; allant de simples agressions verbales à la menace de guerre. Agissant ainsi, l'Etat adepte de la crise calculée espère contraindre son adversaire à renoncer à ce qui lui est fermement demandé sans avoir fait la guerre. Ce dernier point est capital. Le succès de la crise calculée n'est acquis que dans la mesure où la guerre n'éclate pas. Le succès dépend donc à la fois de la crédibilité des menaces proférées, et de la bonne volonté de l'adversaire si celui-ci, impressionné, accepte de se rendre aux arguments ainsi présentés. Ce type de comportement politique est dit « au bord du gouffre » ou « brinkmanship ».

L'histoire est prodigue de crises plus ou moins bien calculées. La plus spectaculaire demeure celle de Cuba. La guerre des Malouines, issue d'une crise calculée décidée par un petit groupe d'officiers argentins, est un exemple désormais classique d'un mauvais emploi de ce procédé. En prenant pied sur les Malouines, le général Galtieri entend distraire l'opinion publique argentine des échecs économiques de son gouvernement ; en exaltant le nationalisme populaire, il tente d'obtenir une victoire politique et diplomatique aux dépens des Britanniques. Ce faisant, le chef de la junte au pouvoir à Buenos Aires sous-estime le Premier ministre britannique (me Thatcher), et mesure médiocrement les risques encourus. L'aventure, mal conçue, est de surcroît mal gérée. Les préparatifs sont insuffisants, l'outil militaire est inefficace, les opérations militaires maladroitement conduites ; à l'étranger, hors l'URSS et Cuba dont le soutien compromettant est peu profitable à l'Argentine, les réactions sont hostiles. Pour le général Galtieri, c'est l'échec total, sanctionné finalement par la perte du pouvoir et un affaiblissement prononcé et prolongé de son pays.

Les crises mal calculées sont fort nombreuses : (balkanique de 1914, Berlin 1948 déclenchée par l'URSS et contrée par le blocus allié ; du Moyen-Orient en 1967, initiée par le colonel Nasser qui débouche sur la guerre de six jours et l'humiliante défaite de l'Egypte et de la cause arabe). Mais toutes les crises calculées n'échouent pas de la sorte. La crise franco-allemande de 1905, à propos du Maroc ; est plus réussie. En se présentant comme le protecteur du royaume chérifien et en se proclamant le héraut de son indépendance, Guillaume II, lors de son coup de Tanger du 31 mars, provoque la France et

déclenche une crise voulue qu'il a mûrement réfléchi. L'Empereur ne souhaite nullement aller jusqu'à la guerre: l'Allemagne entend seulement humilier la France, affaiblir l'Entente cordiale et l'alliance franco-russe, affirmer ses intérêts au Maroc ; elle veut aussi rehausser son prestige international. Tous ces buts sont atteints, au moins temporairement, par la grâce d'une affaire bien montée et sans le moindre affrontement militaire. Il est d'autres emplois réussis de la crise calculée : celle, bosniaque, de 1908, la remilitarisation de la Rhénanie, la crise de Munich en 1938. Mais le plus bel exemple demeure probablement l'éclatant succès obtenu par le président Sadate, lorsqu'il lance, le 16 octobre 1973, les troupes égyptiennes à l'assaut du canal de Suez, tandis que les forces syriennes attaquent sur le plateau du Golan. Il est vrai, qu'agissant ainsi, le Raïs se lance dans la guerre. Il calcule, pourtant, que les pressions conjointes des deux Grands immanquablement entraînés dans la crise limiteront les affrontements avant que ceux-ci ne tournent mal pour les armées arabes. Le président Sadate espère retirer de la crise des résultats tangibles : succès militaire initial avec tout le prestige intérieur et international dont lui-même, son pays, les arabes, pourront se prévaloir, reprise d'un gage territorial propre à renforcer sa main lors des négociations ultérieures, déblocage de la situation diplomatique et politique, paix enfin, un jour, avec Israël. Certaines crises chaudes permettent de surmonter des impasses. La guerre de Yom Kippour, est un exemple exceptionnel et spectaculaire de crise voulue, remarquablement calculée et pleinement réussie ; l'emploi des armes, lors d'une action offensive limitée, y est conçu comme un moyen privilégié de la manœuvre de cette crise très générale et très longue qu'est l'opposition entre Israël et les pays arabes.

#### d) La crise accidentelle

Une crise purement fortuite ou accidentelle, toujours soudaine, jamais voulue, est assez rare. Elle n'en est pas moins redoutable et redoutée ; Les décideurs des Etats impliqués ont le sentiment que le déclenchement de la crise n'a été ni voulue ni sanctionné par aucun des pouvoirs politiques. Semblable affaire éclate quasi spontanément et sans provocation d'aucune sorte. Elle procède d'actes, de décisions ou d'incidents quasi routiniers à priori innocents et inoffensifs. En raison de circonstances malheureuses, de malentendus ou d'erreurs d'appréciation, un ou plusieurs Etats se trouvent plongés au cœur d'une crise,, avec tous ses inconvénients, ses risques et ses dangers. Le hasard seul semble être en cause. La crise fortuite ne connaît pas d'Etat agresseur, pas d'Etat victime.

La crise survenue dans les relations gréco-turques à la suite de la mort accidentelle d'Alexandre de Grèce est un exemple quasi caricatural de la crise accidentelle. Le roi succombe en octobre 1920 à un empoisonnement occasionné par les morsures de son singe domestique. Cette mort entraîne alors toute une série d'évènements et de graves affrontements. Plus significative encore est l'affaire dite du Dogger Bank. En 1904 commence la guerre russo-japonaise, la flotte russe de la Baltique reçoit l'ordre de rejoindre l'Extrême-Orient. Croisant en mer du Nord, elle rencontre plusieurs bateaux, ceux-ci sont identifiés à tort par les officiers russes de quart, manifestement pris de boisons, comme des bâtiments lance-torpilles nippons. Attaqués par les russes, l'un d'entre eux est coulé. Il va s'avérer qu'il s'agissait en somme d'embarcations de pêche britanniques. A Londres, l'indignation est extrême, les relations entre Saint-Pétersbourg et Londres revêtent alors un caractère d'extrême tension, les deux pays sont au seuil de la guerre. Régulé grâce aux bons offices de la France, l'incident est clos, néanmoins l'incident du Dogger Bank révèle à la fois, la fragilité des relations interétatiques et le danger des accidents pour l'équilibre du système international. Il montre aussi comment pareil différend entre Etats est à l'occasion résolu par un arbitrage international.

Plaçons au nombre des crises accidentelles, celles occasionnées par des subalternes maladroits ou sous informés, des groupuscules malintentionnés, mafieux, sectes, mauvais plaisantins, des individus agissant à titre personnel. Ainsi déclenchée, la crise reste fortuite, même si des particuliers, des fous des exaltés, des fanatiques l'ont prémédité. Elle n'a été ni désirée, ni conçue, ni soutenue par des responsables politiques et des hommes d'Etat. L'histoire offre de nombreux exemples de crises accidentelles. L'attentat de Sarajevo le 28 juin 1914, est perpétré par un nationaliste serbe, sans que le gouvernement de Belgrade ait su ou connu, commandité ou seulement encouragé l'attentat. En dépit de ses immenses conséquences, l'action terroriste de Gravrilo Princip apparaît initialement comme un incident quasi fortuit. Ce crime est tout à fait condamnable, mais c'est le crime d'un individu, en principe sans signification politique, le gouvernement serbe se trouve impliqué dans une crise dont il n'est nullement responsable.

Il est d'autres crises accidentelles, à la fois moins connues et plus modestes, comme celle due à la mort, lors d'un contrôle du bataillon français de la FINUL, d'un responsable du parti libanais chiite Amal, atteint par le tir intempestif d'une sentinelle le 12 août 1986. L'échauffement des esprits, les actions armées de miliciens survoltés, le harcèlement des postes vont entraîner des pertes au sein du bataillon et son départ du Liban. Bien des révoltes, ou des manifestations qui dégénèrent ont été à l'origine d'affaires célèbres. Quand les étudiants de

Budapest décide le 23 octobre 1956, de soutenir les mouvements réformistes polonais, nul n'imagine cette manifestation étudiante, quasi banale, se transformer en une insurrection nationale.

Trois crises franco-africaines des années 1990, et qui ont entraîné des interventions militaires de la part de la France : les troubles au Gabon de mai 1990, les graves incidents survenus au Zaïre en 1991, les massacres du Rwanda et l'opération Turquoise entre avril et septembre 1994 constituent pour Paris autant de crises fortuites, tout comme celles provoquées par des coups d'Etat ou des luttes internes, à l'instar du putsch militaire gabonais de février 1964, ou du grave différend ethnique et politique entre le Sénégal et la Mauritanie en 1990. Pour autant, la crise accidentelle ne va pas, non plus sans vainqueurs ni vaincus. Ces différends sont tous porteurs de changements potentiels vis-à-vis desquels les décideurs doivent définir une position soit en faveur de ces transformations, soit contre elles. L'homme d'Etat confronté à une crise accidentelle, a donc intérêt à saisir l'occasion pour en tirer quelques avantages. L'épisode de l'avion espion américain U2 piloté par Francis Gary Power, survolant volontairement l'espace aérien soviétique, sa destruction et son utilisation par Nikita Khrouchtchev en 1960 illustre cette idée. La crise est brève, spectaculaire, inattendue, sinon totalement imprévisible, mais, d'une certaine manière aussi, accidentelle. Cet incident fortuit n'a pas été prévu par les soviétiques, Khrouchtchev pourtant l'exploite, usant de multiples menaces et exigences, formulées ou présentées lors de gueule aux Nations Unies, dont le Premier secrétaire du PCUS est coutumier, monsieur K place son homologue Eisenhower dans le plus grand embarras, infligeant ainsi aux Etats-Unis une défaite politique et diplomatique relativement grave. La crise accidentelle offre ainsi les mêmes occasions, propose les mêmes avantages et présente les mêmes risques que d'autres types de crise. Mais elle ne donne pas du temps pour envisager et planifier l'exploitation des éventuelles retombées. En cas d'accident, réfléchir vite et agir sans tarder est indispensable. Mais rien n'interdit aux Etats prévoyants de se préparer intellectuellement à ce genre d'aventure.

## Section 2 : le déroulement des crises

### - Le déclenchement

Une crise peut éclater de bien de manières. Cela va de l'action de force à des déclarations publiques en passant par de simples gesticulations militaires, des opérations subversives ou terroristes ordonnées en sous-main, des initiatives diplomatiques, des bouleversements de situations extérieures ou bien internes aux Etats considérés, des événements de nature économique et sociale. Ainsi peuvent être à l'origine d'une crise :

& une action de force d'un Etat à l'encontre d'un autre, comme une attaque armée, des bombardements, un affrontement naval, des violations d'espaces terrestres ou aériens ; l'invasion du Koweït par l'Irak le 1<sup>er</sup> août 1990 déclenche une crise grave, celle-ci dépasse immédiatement le cadre étroit des rapports entre l'Irak et le Koweït assailli, elle s'étend aux Etats du Moyen-Orient, qui se sentent menacés, puis à un grand nombre de pays occidentaux, soucieux de leurs intérêts à la fois économiques, politiques et stratégiques, et ceux de leurs alliés.

& Des déclarations politiques, quand elles s'apparentent à des menaces, des accusations, des exigences, ou des provocations. Le fameux ultimatum de l'Autriche à la Serbie du 23 juillet 1914, amorce la crise la plus grave du XX<sup>e</sup> siècle, qui entraîne l'Europe puis le monde dans la grande Guerre.

& Des gesticulations militaires, des mouvements de troupes effectués sans violence et sans actes directement hostiles, des opérations sans guerre. L'entrée des bataillons allemands, le 7 mars 1936, dans la zone rhénane, démilitarisée depuis le traité de Versailles de 1919, provoque une crise où sont impliqués presque tous les voisins de l'Etat nazi.

& Des actions violentes, indirectes, telles des rebellions attisées dans un pays tiers ou des actes de violence à l'encontre d'un allié, d'un ami ou d'un voisin. Rappelons les ultimatums d'Hitler accompagnés de multiples provocations exigeant le rattachement au Reich du Sudetenland ou pays des Sudètes, et qui entraînent la France et la Grande-Bretagne dans la crise de Munich, en raison d'accords passés avec Prague.

& Des actes de nature politique, comme des sanctions diplomatiques, la conclusion d'alliances, des violations de traités ou d'engagements internationaux. Exemples ; la publication du traité de non-agression germano-soviétique du 24 août 1939 ruinant d'un trait de plume la stratégie des démocraties française et britannique ; la décision prise par les occidentaux, le 7 juin 1948, d'unifier leurs zones respectives d'occupation en Allemagne, à quoi Moscou réplique par un contrôle accru des accès terrestres à Berlin, suivi, le 23 juin de la même année, d'un blocus total ; la prise en otages des diplomates américains de Téhéran, en 1979, revendiquée d'abord par les étudiants iraniens puis par leur gouvernement, et qui est évidemment contraire aux conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires.

& Des modifications de l'environnement politico-stratégique des Etats, engendrées par l'introduction de nouvelles technologies militaires, par l'acquisition de capacités offensives, par la révélation de renseignements importants, ou par des résolutions d'une organisation internationale ; (résolution de l'ONU en novembre 1947, procédant à un partage de la Palestine

entre Arabes et Juifs), introduction en Europe occidentale par les soviétiques des fusées SS-20, à la fin des années 1970.

& Des troubles internes, quand ils mettent en cause la stabilité ou l'existence d'un régime et que d'autres Etats se voient contraints, à tort ou à raison, d'intervenir. Ces transformations sont provoquées par des coups d'état, des insurrections, des attentats, des actions de terrorisme, de sabotage, des mutineries, des manifestations, des grèves insurrectionnelles, etc... Le coup d'état gabonais de février 1964 et les troubles qui y éclatent à Libreville en mai 1990 constituent deux exemples de ce type d'incident, chacun suscitant l'intervention des forces françaises. La pronunciamiento militaire en Espagne en 1936, une affaire au départ strictement espagnole, débouche sur une grave crise internationale.

& Des mesures d'ordre économique, qu'il s'agisse d'embargos, de guerre économique ou de manœuvres financières. La nationalisation de la Compagnie du canal de Suez en Egypte, décrétée le 26 juillet 1956 par le Raïs Nasser provoque une crise aiguë à Paris et à Londres dans laquelle, très vite, à des titres divers, Washington et Moscou, certains pays scandinaves, l'ONU sont entraînés. Une aide alimentaire, humanitaire, financière, peut être cause, à l'instar de la Somalie en 1993, d'affrontements violents, puis une intervention lourde de la communauté internationale.

### Section 3 : les modalités de la prise de décision

La crise se caractérise aussi par la manière dont un Etat la déclenche et par celle dont un autre réagit et prend ses décisions. Le nombre de décideurs est une donnée intéressante. Dans le cas d'une crise grave comportant un risque de guerre, c'est normalement à un très petit groupe de personnes de rang hiérarchique élevé, que revient le soin de suivre la situation et de proposer au chef suprême des armées les mesures à prendre. Les membres rigoureusement sélectionnés d'un tel groupe communiquent aisément entre eux. Un choix rapide et consensuel des actions à mener est alors en principe possible, le problème posé par des délais extrêmement resserrés est mieux surmonté qu'en usant d'une structure plus complexe.

En revanche, lors de crises d'une durée un peu longue, d'une intensité moins forte, comportant moins de risques graves et plus de temps pour les affronter, la mise en œuvre des décisions prend un caractère plus administratif. Davantage de personnes sont impliquées, un plus grand flux d'informations est traité, tout consensus est difficile à atteindre. La prise en compte des crises par les Etats, de manière organique, est un phénomène récent. Avant 1945, faute sans doute pour des moyens modernes d'information, de communication et de traitement

rapide des données d'exister, il n'est pas de structures ad hoc à même d'aider les chefs d'Etats à conduire les crises. Il faut attendre 1962 pour que naissent chez les plus grandes puissances, des dispositifs institutionnalisant les modalités de prise de décision. Pour minimiser les aléas présentés par des délais très courts, une pression très forte, une fatigue excessive, d'innombrables cellules de crises, de mieux en mieux équipées, ont progressivement vu le jour, au sein des Etats comme dans les grandes entreprises multinationales.

#### Section 4 : le comportement des acteurs

Le comportement des acteurs confère souvent à la crise son caractère et ses traits les plus saillants. Ce comportement des protagonistes résulte, on l'a vu, de leur perception d'une situation de risque impliquant d'éventuelles mais graves conséquences. En même temps, le déroulement de la crise, sa bonne ou mauvaise gestion, son résultat final dépendent du choix effectué par les décideurs entre différentes stratégies et tactiques. Pour l'Etat agressé ou, d'une manière plus générale, placé dans une situation de crise, la première question à laquelle il va falloir répondre est relativement simple, va-t-on admettre sans protester ni réagir l'évènement en cause, la transformation soudaine de la situation, le changement brutal des rapports de force à l'origine de la crise ?

Si en 1948, les Etats-Unis abandonnent Berlin à son sort, s'ils jugent bénigne en 1983 la construction d'un aéroport accessible à des avions de combat sur l'île de la Grenade, s'ils s'abstiennent de réagir après l'attentat du 5 avril 1986 contre la discothèque de Berlin où leurs soldats ont coutume de se rendre, la crise n'est pas, de même nature en décembre 1994, si le gouvernement français laisse à celui d'Alger le soin de dénouer la prise d'otages de l'airbus d'Air France... Initialement, en général, décision est prise de ne pas accepter le fait accompli. Par définition, en effet, l'évènement qui déclenche la crise met à mal des valeurs ou intérêts à l'Etat agressé. Ceux-ci, en principe, ne sont pas négociables. Pourtant accepter d'emblée sans réagir pareille atteinte à des intérêts supprime tout danger d'affrontements et désamorce instantanément la crise. Hors le cas très rare de la soumission immédiate d'un Etat, ses responsables sont donc confrontés à un choix délicat, viser le retour du statut quo ante,, ou tenter de tirer profit du changement inhérent à la crise. Dans les deux cas, l'Etat victime s'oppose nécessairement, d'une manière ou d'une autre, violente ou non, militaire ou diplomatique, à celui qui la déclenche.

Les décideurs de l'Etat agressé doivent donc fournir une réponse claire à la question posée par l'incident à l'origine de la crise. Mais aussi urgente que soit la réponse à donner, celle-ci n'est pas apportée dans l'instant. Une phase plus

ou moins longue de réflexion peut intervenir. Avant de choisir son chemin, il faut vérifier les informations, consulter les experts, analyser les résultats...

Le président Kennedy apprend le 14 octobre 1962 l'existence de missiles soviétiques en cours d'installation à Cuba, mais il lui une semaine pour adopter une stratégie (obtenir le retrait des fusées) et donner les ordres en conséquence (mise en quarantaine de Cuba). Les décideurs, pour afficher une riposte stratégique, disposent de toute une gamme de procédés ; démarche diplomatique, protestations, embargo, boycott, gel ou saisie des biens adverses, gesticulations militaires, emploi de la force ; toutefois, ce qui souvent détermine d'emblée une réplique violente, c'est la manière dont la crise a été déclenchée. La réplique est souvent à la mesure de l'affront subi, conforme à ce vieux principe selon lequel le sang appelle le sang ou risque fort de le faire.

### Section 5 : la fin de la crise et ses résultats immédiats

Une crise se termine par le succès d'une partie et par la défaite d'une autre ; elle peut également conduire à un compromis ou, de manière plus déplaisante, à une impasse. Quoi qu'il en soit, le résultat immédiat de la crise détermine un nouvel équilibre.

- Le succès, pourtant difficile à obtenir, est relativement fréquent. Un tiers des acteurs étatiques ayant vécu une des crises de ce siècle affirme en être sorti vainqueur. Mais qu'est-ce que la victoire ? Le succès signifie qu'un Etat a atteint les principaux objectifs qu'il s'était fixé initialement. Les dangers imminents pour la sécurité du pays considéré, les menaces qui visaient ses valeurs et ses intérêts fondamentaux ont été écartés, la stratégie définie au préalable et les tactiques employées pour l'appliquer étaient les bonnes, l'Etat adversaire est défait, il est contraint de reculer ou de renoncer, ses propres objectifs n'ont pu être atteints.
- L'échec, à l'inverse, sous-entend la soumission d'un Etat ; ce dernier accepte les conditions posées par son adversaire pour sortir de la crise ; il a été jusqu'à sacrifier certaines valeurs et intérêts fondamentaux. La victoire ne se partage pas. L'issue de la première crise de Berlin illustre cette séparation entre vainqueurs et vaincus. Le succès du pont aérien, la décision américaine de déployer les bombardiers porteurs de la bombe atomique, l'isolement de Moscou à l'ONU, tout cela amène l'adversaire à résipiscence. L'URSS cède ; elle subit donc une lourde défaite politique et diplomatique. L'affaire des Malouines, imprudemment engagée par les argentins se termine par une victoire complète de la Grande-Bretagne. Le Pakistan a considéré que la sécession du Bangladesh en 1971, constituait une grande défaite. L'échec par l'Irak au Koweït donne un autre exemple



de l'indivisibilité de la victoire. Dira-t-on qu'il s'agit là, à l'occasion, de guerres ou d'affrontements armés ? Ceux-ci, pour autant, sont le résultat de crises mal gérées et imprudemment provoquées.

Les résultats immédiats d'une crise et les perceptions des protagonistes, vainqueurs ou vaincus, sont là encore choses relatives. Qu'un camp ait vraiment gagné et il peut en résulter, au lieu d'une stabilité meilleure, un niveau de tension plus ou moins accru en raison même de la crise qui vient d'avoir lieu. Reprenons l'exemple de Munich. En mai 1938, une première phase voit les chancelleries prendre brusquement connaissance de renseignements faisant état de concentrations militaires allemandes sur les frontières tchèques. Il s'agit en fait d'exercices militaires anodins sur la base allemande de Koenigsbrück. Arguant de ces informations, et sans prendre le soin de les recouper, la Tchécoslovaquie proclame l'état d'urgence et entame une mobilisation partielle. La France et l'Angleterre, quant à elles, lancent à l'Allemagne des avertissements et brandissent la menace d'une intervention militaire. Berlin, alors, déclare immédiatement n'avoir aucune intention hostile à l'égard de Prague. Dans ce cas précis, Paris et Londres semblent être les vainqueurs de cette modeste crise, Berlin paraît être vaincu. Bien entendu, le fond du conflit demeure, ce qui deviendra évident en septembre suivant ; mais à ce moment-là encore, les vainqueurs de la véritable crise de Munich sont paradoxalement, la France et l'Angleterre. Ces démocraties ont voulu préserver la paix, tout en sauvegardant leurs intérêts fondamentaux. Le but semble atteint. Les vaincus ne sont-ils pas Tchèques et Soviétiques ? Evidemment, la politique d'apaisement n'a pas apporté de solution au problème posé. Que la France et l'Angleterre se déclarent satisfaites des accords de Munich ne les garanti en rien contre les déséquilibres du système européen de l'époque. Ces deux crises accroissent, au lieu de le réduire, le niveau de tension régnant à l'intérieur du système.

- Le compromis :

Nombre de crises au XX<sup>e</sup> siècle se sont résolues par un compromis. Les protagonistes, dans ce cas, n'ont pas réussi à atteindre l'ensemble des objectifs qu'ils s'étaient fixés. Contraints de composer, les acteurs consentent à divers changements du système international qu'ils auraient préféré éviter. Dans toute crise quel que soit le camp où l'on se situe, plusieurs facteurs incitent au compromis ; l'intérêt national, l'épuisement des acteurs, la crainte de l'escalade, la rareté des ressources, l'absence ou la perte d'un soutien politique manifesté par l'opinion publique nationale ou internationale, les pressions exercées par des pays tiers ou des organisations internationales etc... exemple la crise de Byzance se termine par l'accord franco-tunisien du 29 septembre 1961 qui n'est autre

chose qu'un compromis : une guerre entre la Tunisie et la France étant vraiment déraisonnable, il a fallu composer.

- L'impasse

Au XX<sup>e</sup> siècle, une crise internationale sur cinq a débouché sur une impasse. Les buts que se sont fixés les adversaires ne sont pas atteints. Il n'y a pas de conclusion claire ou nette. Tensions et sources de conflit demeurent quasiment inchangées. La crise yougoslave, amorcée en juin 1991, et qui a poursuivi sa logique des années durant, est un exemple d'impasse caractérisée.

La perception qu'ont les acteurs des résultats d'une crise est une chose, mais le résultat global et objectif de la crise paraît plus lourd encore que les conséquences pour la suite des événements. Ce résultat peut être évalué selon qu'il est ambigu ou définitif, consensuel ou discuté.

- Résultat ambigu

Le résultat d'une crise donnée est dit ambigu si l'un au moins des acteurs estime que la crise a débouché sur une impasse ou sur un compromis. C'est le cas de l'affaire bosniaque de 1998, de celle des Bizerte en 1961, ou même des otages américains de Téhéran. Dans ces trois cas, divers objectifs poursuivis par les acteurs n'ont pas été atteints et la situation de tension propre à ces crises n'a pas, un temps, totalement disparu

- Résultat définitif

Le résultat est dit définitif quand les acteurs s'estiment, les uns vainqueurs, les autres vaincus. La crise soviéto-hongroise de 1956 relève de ce schéma, comme les crises liées à la guerre de Six jours, à la sécession du Bangladesh en 1971 ou à la crise des Malouines en 1982. Des résultats à caractère définitif renforcent la stabilité et l'équilibre du système international. Cependant ces résultats, à leur tour, peuvent être diversement appréciés par les protagonistes, ce qui ne manque pas d'influer aussi sur le caractère du nouveau système international issu de la crise. Le bilan n'est pas le même si s'établit un consensus quant au résultat ou si ce dernier continue d'être contesté. Il est également fréquent que les résultats d'une crise suscitent une appréciation mesurée quand ce ne sont pas des sentiments très mélangés.

- Résultat consensuel

Un exemple de résultat consensuel est celui du renversement de l'empereur Bokassa lors de l'opération Barracuda organisée par la France. La fin de l'empire centrafricain arrange tout le monde et le procédé pourtant éminemment critiquable qui consiste à user d'une intervention militaire étrangère dans un pays souverain pour mettre fin à son régime, est à peine contesté.

- Résultat critiqué

L'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges donne une idée claire d'un résultat de crise discuté

Ces résultats des crises ainsi que l'opinion et la perception des acteurs à leur égard influent inévitablement sur le système international, stable ou instable, équilibré ou non, tendu ou paisible, qui s'établit après la crise. Bien que dangereuse et difficile à maîtriser, celle-ci demeure un mécanisme éventuellement efficace de transformation volontaire du système international.<sup>2</sup>

## ETUDES DE CAS

### L'attentat de Sarajevo et la crise de l'été 1914

#### Pré-crise

Depuis 1878 et le Congrès de Berlin, la Bosnie,, peuplée majoritairement de Serbes, est placée sous occupation militaire de l'Autriche-Hongrie qui l'annexe en 1908. La Serbie revendique ce pays où le sentiment national serbe, très vif, s'exaspère devant la politique jugée oppressive et mesquine de l'Autriche.

Mais, au même moment à Vienne, une nouvelle orientation semble s'annoncer. Le prince héritier François-Ferdinand passe pour hostile à l'excès de pouvoir des Hongrois dans la monarchie et favorable à la reconnaissance d'une certaine entité yougoslave au sein de l'empire des Habsbourgs. François-Ferdinand espère qu'ainsi le mouvement yougoslave agira désormais en faveur de la monarchie et non contre elle. Pareille intention soulève l'opposition des Serbes dont tous les espoirs d'agrandissement vers l'Ouest seraient alors ruinés; elle suppose logiquement, de surcroît, une répression redoutée en Bosnie contre les partisans de l'union avec la Serbie. La visite de François-Ferdinand en Bosnie Herzégovine à la fin du mois de juin 1914 paraît annoncer la mise en œuvre de cette politique ; l'exécution du prince héritier d'Autriche peut apparaître aux Serbes comme un moyen de s'y opposer.

#### La rupture

Le 28 juin, l'archeduc et son épouse sont assassinés à Sarajevo par le serbe Gravelo Princip, membre d'une organisation secrète Mlada Bosna. L'évènement est spectaculaire. Il constitue la première d'une série de ruptures d'un très fragile équilibre européen.

## La crise

Certains milieux militaires serbes, et non le gouvernement de Belgrade, sont à l'origine de l'attentat. En particulier, le colonel Dimitriévic, chef des services de renseignements militaires, a consenti à ce que des armes fussent fournies à un groupe de jeunes serbes bosniaques désireux d'organiser des attentats destinés à impressionner l'Autriche.

D'un incident local, à la rigueur régional, quasi fortuit, causé par le ressentiment des Serbes à l'égard de l'Autriche, va naître ; au travers d'une crise que certains souhaitent voir se développer mais dont la maîtrise échappe finalement à ses initiateurs, une guerre générale en Europe puis dans le monde. Ni la France, ni l'Allemagne ne savent modérer leurs alliés respectifs, Russie et Autriche. Chacun sous-estime la détermination de son adversaire potentiel. Les décisions d'ordre militaire dominant le débat entraînent les politiques qui se révèlent impuissantes à modifier le cours des choses : la mobilisation n'est pas la guerre ; dira-t-on quelques décennies plus tard. En 1914, pourtant, mobiliser, c'est quasiment entrer en guerre. Vienne souhaite profiter du meurtre de l'archiduc et briser le mouvement des nationalités qui risque de faire éclater l'empire ; elle obtient, pour ce faire, à Postdam le 6 juillet ; l'appui de Berlin qui sera déterminant. Le gouvernement allemand en effet, est décidé à exploiter l'émotion suscitée par l'attentat de Sarajevo pour tester l'état des alliances au risque qu'éclate une guerre européenne. L'Autriche met à profit cette détermination de son allié pour adresser, le 21 juillet, un ultimatum à Belgrade exigeant l'interdiction par la Serbie des publications hostiles aux Habsbourgs, le limogeage des officiers et enseignants hostiles à la dynastie autrichienne, la participation de l'Autriche à l'enquête menée en Serbie sur l'attentat.

Cet ultimatum, l'Allemagne en a connu les termes sévères. Le risque d'une guerre en Europe a été pesé et jugé limité. La France et la Russie, pense-t-on, ne sont pas militairement prêtes. Le succès doit être assuré par une action rondement menée. 48 heures plus tard, Belgrade accepte tous les points de l'ultimatum, à l'exception du dernier jugé incompatible avec la souveraineté serbe. L'Autriche aussitôt mobilise ; la Serbie aussi. L'Angleterre tente sans succès une médiation. Le 28 juillet, Vienne déclare la guerre à la Serbie que Moscou n'entend pas laisser écraser sans réagir. Le 29 juillet, la Russie ordonne une mobilisation partielle contre l'Autriche, sans rompre toutefois les relations diplomatiques. Rien n'est encore joué. L'Allemagne semble hésiter. Londres propose une nouvelle médiation ; mais Vienne, persuadée du soutien sans faille de Berlin, persévère dans son intransigeance. En Russie, la mobilisation, hier partielle, est cette fois générale. Le 31 juillet, Berlin, à son tour, lance un double

ultimatum: à la Russie, pour qu'elle suspende dans les 12 heures toute mesure de guerre, à la France pour qu'elle déclare, dans les 48 heures, sa neutralité. Sans réponse de Moscou, le 1er août, Berlin va déclarer la guerre à la Russie ; la France mobilise ; le 3 août, ne voyant pas Paris se soumettre à son ultimatum ; Berlin déclare la guerre. Le 4 août, face au viol de la neutralité belge par l'Allemagne, l'Angleterre entre dans le conflit contre l'Allemagne.

La crise de 1914 est à la fois fortuite et voulue. L'attentat, loin d'avoir une visée internationale, est une affaire entre clans serbes ; sa réussite est due au hasard. En revanche, l'explosion de ce qui aurait pu demeurer un incident est due à la volonté délibérée du gouvernement autrichien de mater le petit voisin serbe. Dans le déroulement de cette crise dite de Sarajevo où les ruptures se succèdent, celle qui rompt véritablement l'équilibre instable européen intervient le jour où Vienne lance son ultimatum en direction de Belgrade. La durée de la phase d'escalade qui précède les mobilisations générales allemande et française ; huit jours seulement séparent l'ultimatum autrichien du 23 juillet de l'ordre d'appel sous les drapeaux parvenu en France dans les mairies le 1<sup>er</sup> août à 17 heures. Cette brièveté est paradoxale à une époque où les hommes circulent encore difficilement et où la transmission des informations est loin d'être aussi instantanée qu'aujourd'hui ; elle explique sans doute en partie pourquoi rarement une crise aura été aussi mal gérée et dans tous les domaines. En si peu de temps, la réflexion des hommes d'Etat n'a pu décemment s'exercer ; les informations reçues sont le plus souvent tronquées, faussées, incomplètes ; les délais manquent pour qu'elles soient dûment vérifiées ; l'indispensable concertation entre responsables des différents pays s'exerce avec beaucoup de difficultés.

Au plan diplomatique, les acteurs de la crise, entraînés par l'automatisme de leurs alliances et la conviction fataliste que la guerre est de toute façon inévitable à brève échéance, ont paru impuissants à contrecarrer le cours trop rapide des événements. Mal renseignés, ou trop tardivement, sur les moyens, les intentions, les méthodes des uns et des autres, les erreurs de jugement ont été systématiques.

Au plan politique, les opinions publiques ne jouent pas l'apaisement en n'incitant pas les dirigeants respectifs à une plus grande modération. Ni les uns ni les autres ne sont des peuples va-en-guerre mais tous estiment être dans leur bon droit : les Allemands sont persuadés d'être peu à peu encerclés ; les Français d'être injustement agressés. Chacun se déclare prêt à faire son devoir.

Au plan militaire enfin, les contraintes techniques sont fortes puisque rien n'est possible sans mobilisation. Cette dernière, une fois lancée, peut difficilement s'arrêter sans contre-ordre décidé au sommet même de l'Etat et qui peut être

lourd de conséquences. De ces erreurs et de la force d'inertie des systèmes militaires de l'époque résulteront quatre années d'une très grande et coûteuse guerre mondiale.

## Le Différend Tchado-Libyen et l'intervention française (1986)

### Pré-crise

Le Tchad, pays immense, enclavé, peu peuplé, est extrêmement pauvre, indépendant depuis 1960, le pays n'est pas précisément ce qu'on appelle un Etat-nation. Ses diverses populations, qu'elles soient noires, blanches, nomades, sédentaires, musulmanes, animistes ou chrétiennes, s'opposent par mille traits. Elles éprouvent d'autant plus de difficultés à vivre ensemble qu'elles sont peu ou mal administrées. Ce pays, de surcroît, est convoité par la Libye, aussi riche que le Tchad est pauvre ; le colonel Kadhafi rêve d'en faire une pièce de son pays ; les Etats-Unis du Sahel. Le pays est donc la proie, depuis le milieu des années 1960, d'une guerre civile chronique que compliquent de nombreuses intrusions libyennes.

Pour maintenir la paix au sein d'un Etat qui avait constitué naguère une base précieuse pour la France libre ; Paris, trente ans durant, n'a pas ménagé ses efforts militaires, administratifs et financiers sans pouvoir éviter pourtant que les libyens s'y installent. Les troupes du colonel Kadhafi séjournent en effet dans le Borkou-Ennedi-Tibesti depuis le début des années 1980. Le 17 septembre 1984, Paris et Tripoli ont bien annoncé un retrait simultané et concomitant de leurs troupes du Tchad ; mais seule la France s'est exécutée. La Libye a maintenu donc son occupation militaire, encore renforcée en 1985, dans la partie septentrionale du pays qui est aussi la plus désertique, Paris, se réservant de garantir l'unité du Tchad, a fixé au 16<sup>e</sup> parallèle la ligne rouge que ne doivent pas franchir la Libye.

### Rupture

En février 1986, les combats reprennent. Le 10, des unités rebelles du gouvernement d'union nationale de transition (GUNT) de Goukouni Oueddeï soutenu par la Libye opposés au chef de l'Etat tchadien Hissène Habré, soutenu par la France, lancent une attaque en direction de Kouba Olanga, petite localité

située entre les 15 et 16<sup>e</sup> parallèles ; à quelques trois cents kilomètres au Sud de Faya-Largeau. Simultanément, une autre offensive se développe sur l'axe Est ; la ligne rouge est franchie en direction d'Oum Chalouba. Les troupes du président Habré résistent difficilement. Le 12 février; Guy Penne; conseiller du président Mitterrand ; puis Paul Quilès ; ministre français de la défense ; viennent à N'Djamena faire le point. La route de N'Djamena pourrait s'ouvrir ; le président Habré demande à la France qu'elle veuille l'aider.

## Crise

Paris va gérer cette crise avec précision et détermination, choisissant avec soin les actions militaires minimum mais efficaces, capables de faire reculer les troupes de Goukouni. Ainsi l'aviation française bombarde-t-elle la base libyenne de Ouadi-Doum le 16 février à l'aube. Les dégâts infligés à la piste sont volontairement modestes ; aucun libyen n'est atteint ; aucun avion n'est détruit ; mais un signal est envoyé. La manœuvre des crises s'enrichit d'outils nouveaux, le bombardement inoffensif, l'avertissement guerrier, une sorte de diplomatie par les armes. Le but n'est pas de détruire l'armée adverse ni même d'amoinrir son potentiel militaire mais d'afficher sa détermination afin de convaincre Kadhafi qu'il ne doit pas poursuivre plus avant sa manoeuvre. Pour renforcer encore le caractère dissuasif de son action, Paris met en place à N'Djamena une force aéro-terrestre de 1200 hommes et 12 avions de combat tandis qu'un pont aérien livre aux forces Armées de Habré les armes et les munitions dont elles ont besoin ; c'est l'opération Epervier. L'intervention française déclenche une riposte immédiate qui envoie le 17 février ; un bombardier TU22 ; larguer des 3 bombes sur la capitale tchadienne : l'honneur de Kadhafi est sauf mais le turbulent colonel paraît néanmoins compris le message qui lui a été signifié. Les combats cessent, une détente provisoire s'instaure.

## Bilans et conséquences

L'opération Epervier a été l'outil majeur d'une gestion de crise exemplaire. Economie des forces, rapidité et qualité d'exécution, efficacité, tous les ingrédients de la réussite sont rassemblés. L'organisation militaire fonctionne du mieux qu'il est possible, rodée aux interventions par de multiples expériences précédentes vécues sur un terrain déjà connu.

C'est à l'occasion des crises tchadiennes que s'amorce la rénovation des services de renseignements, l'utilisation systématique des écoutes, l'exploitation des images fournies par les satellites américains d'observation militaire de la terre, les échanges d'informations avec les agences spécialisées d'outre-Atlantique.

Nombreux, en effet, sont ceux qui ne voient qu'avantages à cette prise en charge par la France de l'aventurisme libyen. Londres et Washington soutiennent Paris, Moscou n'approuve guère Kadhafi quand il se risque imprudemment hors de ses frontières. Les Africains quant à eux, appellent à un cessez-le-feu sans cacher leur satisfaction de voir la France intervenir pour stopper l'invasion de la Libye. L'aide apportée à Hissène Habré lui permettra en 1987, de chasser les libyens du Tchad au cours d'une campagne éclair, victorieuse et quasi historique.